

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU 13 DECEMBRE 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le treize du mois de décembre à 19 heures, le Conseil Municipal de la commune de Camphin en Pévèle, convoqué le 5 décembre 2022, s'est réuni dans le lieu ordinaire des séances, sous la présidence de Monsieur Olivier VERCRUYSE, Maire.

<b>NOMBRE DE MEMBRES</b>	<b><u>Etaient présents :</u></b>	Mesdames COQUET Christine, COULON Chantal, ELOIRE Aurélie, GUILLAUD Patricia, MASSELOT Catherine, PARENT Monique Messieurs DELEVOYE Didier, GUSTIN Jacques, LEFEBVRE Francis, LEMAIRE Aurélien, LEPERS Jean-Marie, LEROY Bertrand, VERCRUYSE Olivier
En exercice : 18	<b><u>Absents excusés :</u></b>	DELBERGHE Paul-Edward ayant donné procuration à LEROY Bertrand, FIEVET Béatrice, PAUL Christine ayant donné procuration à MASSELOT Catherine, THIEFFRY Martine ayant donné procuration à COULON Chantal
Présents : 13	<b><u>Absent :</u></b>	MARCHAND Laurent
Votants : 16		Monsieur LEROY Bertrand est nommé secrétaire de séance

N° : **2022-62**

**DELIBERATION PORTANT SUR LES OUVRAGES PRIVES DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que l'occupation du domaine public routier et non routier par des opérateurs de télécommunications donne lieu à versement de redevances en fonction de la durée de l'occupation, de la valeur locatives et des avantages qu'en tire le permissionnaire.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de fixer le montant des redevances d'occupation du domaine public routier et non routier dues par les opérateurs de télécommunications.

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2121-29,

**Vu** le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 qui fixe le montant des redevances d'occupation du domaine public non routier, aux droits de passage sur le domaine public routier et aux servitudes sur les propriétés privées prévus par les articles L. 45-1, L. 47 et L. 48 du Code des Postes et des Télécommunications électroniques, à effet du 01 janvier 2007.

**Considérant que** l'occupation du domaine public routier et non routier par des opérateurs de télécommunications donne lieu à versement de redevances en fonction de la durée de l'occupation, de la valeur locative et des avantages qu'en tire le permissionnaire,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de fixer au tarif maximum le montant des redevances d'occupation du domaine public routier et non routier dues par les opérateurs de télécommunications.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DECIDE

- 1) D'APPLIQUER les tarifs maxima prévus par le décret précité pour la  
domaine public routier due par les opérateurs de télécommunication

Sur le domaine public routier communal :

- 42,64 €uros par km et par artère pour le sol et le sous-sol des voies,
- 56,85 €uros par km pour les artères aériennes,
- 28,43 €uros par m<sup>2</sup> au sol pour les autres installations autres que les stations radioélectriques incluant les ouvrages émergents (sous-répartiteurs, armoires, points de mutualisation, ...). Les pylônes et antennes de téléphonie mobile ne sont pas concernés

Sur le domaine public non routier communal :

- 1 421,36 €uros par km et par artère pour les installations souterraines et aériennes,
- 923,89 €uros par m<sup>2</sup> au sol pour les autres installations autres que les stations radioélectriques incluant les ouvrages émergents (sous-répartiteurs, armoires, points de mutualisation, ...). Les pylônes et antennes de téléphonie mobile ne sont pas concernés

*Il est précisé qu'une artère correspond à un fourreau contenant, ou non, des câbles (ou un câble en pleine terre) en souterrain et à l'ensemble des câbles tirés entre deux supports.*

- 2) DE REVALORISER chaque année ces montants en fonction de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics.
- 3) D'INSCRIRE annuellement cette recette au compte 70323
- 4) DE CHARGER le Maire du recouvrement de ces redevances en établissant annuellement un état déclaratif ainsi qu'un titre de recettes.

Décision prise à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme  
Délibération signée le 20 décembre 2022

Le Maire,

Olivier VERCUYSSSE

